



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1991/NGO/11
1er août 1991

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte
contre les mesures discriminatoires
et de la protection des minorités

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

EXAMEN DES FAITS INTERVENUS DANS LES DOMAINES DONT LA SOUS-COMMISSION
S'EST DEJA OCCUPEE

Communication écrite présentée par Human Rights Advocates,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif
(inscrite sur la Liste)

Le Secrétaire général a reçu la communication ci-après, qui est
distribuée en application de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique
et social.

[24 juillet 1991]

LES DROITS DE L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT : ASPECTS JURIDIQUES
ET INSTITUTIONNELS

1. Le Natural Heritage Institute (NHI) 1/, de concert avec Human Rights Advocates (HRA) 2/ présente à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités la communication ci-après.
2. La détérioration rapide de notre environnement est un phénomène bien connu de tous. Un aspect particulièrement inquiétant de la destruction par l'homme de son environnement naturel est l'exploitation et la dégradation d'êtres humains qu'entraînent l'exploitation et la dégradation des ressources naturelles. La Commission des droits de l'homme a encouragé la Sous-Commission à étudier les problèmes de l'environnement dans le contexte des droits de l'homme 3/. Mme Fatma-Zhora Ksentini, chargée par la Sous-Commission d'entreprendre cette étude, a découvert que de nombreux instruments avaient été adoptés par des organismes internationaux, régionaux ou nationaux pour renforcer la protection de l'environnement contre les interventions humaines. Quoi qu'il en soit, il reste à savoir si les victimes potentielles sont en mesure d'invoquer juridiquement ces documents pour se protéger des atteintes à l'environnement qui menacent leur vie, leur santé, leurs moyens d'existence et leur culture ou pour obtenir réparation.
3. En conséquence, nous soutenons l'étude entreprise par la Sous-Commission et recommandons qu'elle définisse les moyens de renforcer les aspects positifs et administratifs des législations et institutions internationales, régionales et locales destinées à protéger les droits de l'homme des victimes d'interventions sur l'environnement, et de leur assurer la possibilité de se défendre contre toute action arbitraire des pouvoirs publics. Il faudrait élaborer des mesures qui affermissent le droit des populations à être informées des décisions prises par les pouvoirs publics dans le domaine de l'environnement et leur droit de participer au processus.

Introduction

4. Les problèmes qui se posent aujourd'hui dans le contexte de l'environnement sont extrêmement complexes. Ils sont le sous-produit de l'exploitation des ressources naturelles et du développement industriel et agricole. Les gaspillages d'énergie et le laisser-aller qui préside à l'évacuation des déchets ajoutent à ces problèmes. Les atteintes portées à l'environnement peuvent être assimilées à des violations des droits

1/ Le Natural Heritage Institute est une organisation non gouvernementale à but non lucratif qui assure des services consultatifs et de promotion à des organisations d'intérêt public et à des institutions gouvernementales sur les problèmes de ressources naturelles, dont la protection internationale de l'environnement et les droits de l'homme.

2/ Human Rights Advocates est une organisation non gouvernementale qui informe les populations sur leurs droits et qui plaide pour la protection de ces droits devant les instances internationales et autres. Elle est dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (catégorie II).

3/ Commission des droits de l'homme, résolution 1990/41 en date du 6 mars 1990.

de l'homme lorsqu'elles sont cause de mort, de maladie ou de désordres affectifs, ou qu'elles mettent en péril les moyens d'existence de la population ou sa culture.

5. Les désastres écologiques peuvent résulter de phénomènes naturels, tels qu'ouragans et inondations, que peuvent encore aggraver l'érosion des bassins versants, la désertification et autres impacts de la mauvaise gestion par l'homme de son environnement. Nombre de désastres sont directement liés aux activités humaines, telles que la fabrication et la diffusion de produits chimiques toxiques, la production d'énergie nucléaire, l'évacuation et le transport de déchets dangereux et la mise en valeur des ressources naturelles (pétrole, minéraux, eaux, forêts).

6. L'accident nucléaire de Tchernobyl et les émanations chimiques toxiques de Bhopal nous rappellent crûment les risques que les substances dangereuses représentent pour la vie et la santé de l'homme. Ces catastrophes ont provoqué la mort de milliers de personnes, mais un nombre bien plus grand encore souffrent toujours des séquelles physiques, mentales et économiques dues aux irradiations et émanations toxiques. Le naufrage du pétrolier Exxon Valdez nous rappelle que la destruction de l'environnement peut aussi anéantir les moyens d'existence des communautés tributaires de cet environnement, notamment celles qui vivent de la pêche et qui sont de ce fait le plus directement touchées par la pollution marine. Le cas des Punan du Sarawak (Malaisie) est encore plus poignant : ils subissent les conséquences de l'exploitation effrénée, 24 heures sur 24, de la forêt tropicale humide qui, jusque-là, les abritait, assurait leur subsistance, fournissait leurs médicaments et était leur source d'identité culturelle. Ils ont de ce fait été contraints de s'installer dans des bidonvilles où ils tombent malades et souffrent de mille autres maux physiques et psychiques 4/.

7. Certains projets de développement ont eu des conséquences analogues. Par exemple, la construction de grands barrages peut provoquer la dissémination de maladies parmi les populations locales, notamment dans les cas où les forêts permanentes ne sont pas élaguées avant l'implantation d'un réservoir. Entre autres épidémies communément provoquées par la construction de barrages figurent le paludisme, la schistosomiase et l'onchocercose, ou cécité des rivières 5/. L'onchocercose aurait frappé 70 000 personnes après la construction de barrages sur la Haute-Volta en Afrique 6/. Les populations autochtones sont les plus touchées en raison de leurs carences immunitaires.

4/ Voir la communication écrite présentée à la Sous-Commission par Human Rights Advocates et Natural Heritage Institute, publiée sous le titre "Destruction de la forêt tropicale humide au Sarawak (Malaisie) et des Punan, un peuple autochtone en péril" (E/CN.4/Sub.2/1990/NGO/22).

5/ Brown & Doem, "Health Aspects of Manmade Lakes", dans Man Made Lakes, Their Problems and Environmental Effects, ouvrage publié sous la direction d'Ackerman, White et Worthington, Geophysical Mono. No. 17 [Washington, D.C., Am. Geo. Union (1973)]; Cummings, Dam the Rivers, Damn the People (World Wildlife Fund, 1990).

6/ Graham, "Ghana's Volta Resettlement Scheme" dans Goldsmith et Hildyard, The Social and Environmental Effects of Large Dams, Vol. I et II (Wadebridge Eco. Ctr., Cornwall, U.K. 1986).

8. De plus, l'exploitation et la dégradation des ressources naturelles ont engendré un nouveau phénomène, celui des "réfugiés de l'environnement". Il s'agit de personnes qui fuient les catastrophes écologiques, les zones d'habitat en pleine transformation, notamment celles touchées par la désertification ou contaminées par des déchets toxiques ou dangereux 7/. Selon certaines estimations, ces réfugiés représenteraient le groupe le plus important de personnes déplacées dans le monde et leur nombre ne cesse d'augmenter 8/. Quelque 135 millions de personnes vivent dans des zones où le processus de désertification est si avancé qu'il s'y pose des problèmes économiques qui les obligeront à émigrer vers des zones urbaines déjà surpeuplées 9/. Selon certaines informations, c'est en Afrique que l'on trouve le plus grand nombre de ces réfugiés 10/. En Inde, le nombre de personnes déplacées a aussi énormément augmenté : depuis 1947, environ 20 millions de personnes ont été expulsées pour permettre la réalisation de projets publics de développement (barrages, exploitations minières); d'autres ont dû partir à la suite de la dégradation et de la pollution des sols engendrées par ces projets 11/. Par ailleurs, on estime qu'au siècle prochain des millions de personnes se verront contraintes d'abandonner leurs communautés côtières si, comme s'y attendent les experts, le niveau des mers monte d'un mètre 12/; 50 millions de personnes risquent ainsi de grossir le nombre des réfugiés.

Droits de l'homme lésés par les problèmes d'environnement

10. Le droit à la vie 13/, universellement reconnu comme un droit de l'homme fondamental, a été interprété comme impliquant qu'il est du devoir des Etats de protéger les populations dont la vie serait menacée par des catastrophes écologiques dues à des actions qui relèvent de leur juridiction ou de leur contrôle 14/.

7/ Aux Etats-Unis, des milliers de familles ont dû se réinstaller à la suite de menaces d'émanations toxiques. Jacobson, "Environmental Refugees: A Yardstick of Habitability", Worldwatch Paper No. 86 (1988).

8/ Ibid.

9/ Ibid., p. 11.

10/ On estime qu'ils viennent pour la plupart de pays situés entre la Mauritanie et le Sénégal, via le Soudan. Ibid., p. 11 à 14.

11/ Maloney, "Environmental and Project Displacement of Population in India. Part I: Development and Deracination", Universities Field Staff International, No. 14 (1990-91).

12/ Jacobson op. cit.

13/ Déclaration universelle des droits de l'homme, article 6; Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

14/ Kiss & Shelton, International Environmental Law (1991).

11. Le droit à la santé, proclamé dans les pactes et autres instruments internationaux, peut imposer des devoirs analogues aux Etats. Certains documents internationaux et constitutions nationales proclament le "droit à l'environnement", sans toutefois en fournir une définition bien précise 15/. De plus, la disparition des moyens d'existence et du cadre culturel viole des droits proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels 16/.

Droit à l'information et à la participation aux décisions concernant l'environnement

12. Entre autres aspects importants de cette question, dont doit tenir compte tout débat sur ce problème, sont les droits d'être informé sur les activités approuvées par les pouvoirs publics et de participer aux décisions prises par les gouvernements susceptibles de porter atteinte à l'environnement. Ces droits sont fondamentaux pour la jouissance de tous les autres droits du fait, en particulier, que les communautés qui ignorent tout des dangers potentiels ne sont pas en mesure de se protéger. On peut affirmer que la qualité de l'environnement et l'exploitation des ressources naturelles ne peuvent être durables sans la liberté de l'information.

13. A sa première session, l'Assemblée générale a déclaré :

"La liberté d'information est un droit fondamental de l'homme et la pierre de touche de toutes les libertés à la défense desquelles se consacrent les Nations Unies; la liberté de l'information implique le droit de recueillir, de transmettre et de publier les nouvelles en tous lieux et sans entraves ..." (Résolution 59 (I) en date du 14 décembre 1946).

14. En son article 19, la Déclaration universelle des droits de l'homme réaffirme le droit de tout individu de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit 17/. Cette proclamation confère

15/ Voir, par exemple, l'article 24 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (Nairobi, juin 1981); P. Gormley, "The Legal Obligation of the International Community to Guarantee a Pure and Decent Environment: The Expansion of Human Rights Norms", 3 Geo. Int'l. L. Rev.85 (1990).

16/ Articles 23, 25 et 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme; articles 6, 11, 12 et 15 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

17/ La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a adopté par consensus une résolution qui souligne que l'élimination des déséquilibres et des inégalités exige la suppression des obstacles internes et externes qui s'opposent à une circulation libre et à une diffusion plus large de l'information et des idées. (Résolution 21 C/4.19, vingt et unième session (Belgrade, octobre-novembre 1980).)

aux particuliers et aux organisations non gouvernementales le droit de signaler les actions des gouvernements. La protection de ce droit est cruciale si l'on veut donner aux populations le moyen d'évaluer l'impact de tout projet sur la santé publique et les risques qui y sont associés. Bien informée, la population peut bloquer la poursuite d'un projet jusqu'à ce qu'il soit avéré qu'il ne constitue pas une menace, faire pression pour obtenir l'adoption de consignes de sécurité dans le cas d'installations dangereuses afin de réduire les risques d'accident, et prendre les dispositions nécessaires pour se protéger contre tout effet préjudiciable.

15. Cette connaissance doit être associée au droit de participer aux décisions gouvernementales qui risquent de menacer l'environnement. Le droit de regard de la population sur tout projet susceptible de faire peser une menace sur la survie ou les moyens d'existence d'une collectivité s'impose parce qu'il donne à cette collectivité la possibilité d'évaluer, de façon indépendante, les dangers qu'elle court et d'exprimer ses inquiétudes quant à l'impact d'un projet du point de vue de la santé publique, de la sécurité, de l'industrie et de l'économie. L'Assemblée générale a reconnu que la participation des populations était nécessaire pour assurer un développement socio-économique valable et des observations sur la question ont été adressées à la Commission des droits de l'homme 18/. Dans son rapport "Notre avenir à tous", la Commission mondiale de l'environnement et du développement a conclu que le préalable essentiel à un développement durable est un système politique qui assure la participation effective des citoyens à la prise de décisions et a recommandé d'établir le droit des citoyens de participer à la prise des décisions concernant l'environnement 19/. Cela est important étant donné que les particuliers, les collectivités et les populations autochtones sont généralement exclus par nombre de pays de ce genre de participation 20/. Par ailleurs, la participation des populations à la gestion des problèmes de l'environnement peut réduire le risque de conflits politiques, économiques et culturels.

18/ Voir le document de l'ONU "Study on Popular Participation" publié sous la cote A/38/338, et les documents de la Commission des droits de l'homme E/CN.4/1984/12 (Question of Popular Participation), E/CN.4/1985/10, E/CN.4/1986/11, E/CN.4/1987/21, E/CN.4/1988/11, E/CN.4/1989/11 et E/CN.4/1991/11.

19/ La Convention relative au droit international de rectification, annexée à la résolution 630 (VII) de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1952, dispose que les Etats parties doivent rendre effectifs le droit que possèdent leurs peuples d'être informés d'une manière complète et loyale et d'améliorer la compréhension mutuelle entre les peuples par le libre échange des informations.

20/ L'absence de structures institutionnelles au niveau national et d'organismes chargés dans les pays en développement d'assurer une protection juridique, d'une part, et la corruption qui règne dans les sphères investies d'autorité, d'autre part, font obstacle à la participation démocratique. Voir, par exemple, Cummings, supra.

Recommandations adressées à la Sous-Commission

16. Il est recommandé que le Rapporteur spécial poursuive son enquête sur la question et, en particulier, qu'elle définisse les moyens de renforcer les aspects positifs et administratifs des législations et institutions internationales, régionales et locales destinées à protéger les droits de l'homme des victimes d'interventions sur l'environnement. Au centre de cet objectif devrait être le droit de la population à être informée sur les risques écologiques potentiels et de participer aux prises de décisions gouvernementales.

17. Il est recommandé que la Sous-Commission étudie la possibilité de créer un organisme indépendant, constitué de spécialistes des droits de l'homme dans le contexte de l'environnement, auquel les particuliers et les collectivités pourraient s'adresser, afin d'obtenir réparation, en cas de violations de leurs droits du fait d'atteintes à l'environnement.

18. Il est recommandé de créer un groupe de travail chargé d'enquêter sur les violations à l'échelle mondiale des droits de l'homme dans le contexte de l'environnement et de faire rapport à la Sous-Commission sur l'interprétation des droits et responsabilités des nations, des particuliers et des collectivités à l'égard des droits de l'homme dans le contexte de l'environnement, notamment des droits des personnes déplacées dans leur propre pays et du droit des populations d'être informées et de participer au processus de prise de décisions par les gouvernements.

19. Il est recommandé de coordonner les activités des institutions intergouvernementales et autres organismes spécialisés dans ces questions, dont le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation internationale du Travail et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels.
